

POUR UN CESSEZ-LE-FEU IMMEDIAT TOU·TES UNI·ES DANS LA CLARTÉ !

**RDV DANS LE CORTEGE URGENCE PALESTINE
14H30 PLACE DE LA REPUBLIQUE**

Alors que nous avons malgré nos sensibilités et nos histoires différentes, su construire un cadre unitaire pour appeler conjointement aux différentes mobilisations tant la solidarité à l'endroit du peuple Palestinien s'imposait à nous comme à vous, c'est avec effroi que nous avons pris connaissance de l'appel intitulé « Israël-Palestine : pour la paix et la justice, nous manifesterons samedi 18 novembre » lancé par les organisations politiques suivantes : PCF, EELV, PS, Place Publique, GRS, L'Engagement, MRC, NGS et les Radicaux de Gauche.

Ce cadre unitaire si précieux est attaqué frontalement par cet appel qui en plus d'euphémiser les attaques de l'armée israélienne sur les populations de Gaza, de Cisjordanie dont Jérusalem Est, relaie des éléments de langage et d'analyse propres aux gouvernements israéliens et occidentaux.

Ecrire que ce sont « les attaques du Hamas » qui « ont précipité la région dans le chaos » est une véritable provocation à l'endroit de ceux et celles qui vivent depuis 75 ans sous un régime colonial, raciste et impérialiste.

Qualifier le Hamas d'"organisation terroriste" est un parti pris politique qui ne tient pas compte de **la situation qui prévaut en Palestine : celle d'une guerre de libération contre un Etat colonial et une occupation qui est en soi une agression**. Cela participe à l'entreprise menée par le gouvernement de Netanyahu et reprise par le gouvernement français. Cela revient à nier au peuple palestinien son droit à la résistance.

Oser utiliser le conditionnel en parlant de « crimes de guerre » relève d'un mépris total à l'endroit de la dignité du peuple palestinien, et nie le caractère génocidaire de l'offensive israélienne en cours.

Exiger - en plus d'être la première condition « pour la paix et la justice » - nous citons : « la libération immédiate et sans condition de tous les otages », sans faire mention des prisonniers palestiniens, hommes, femmes et enfants emprisonnés dans les geôles israéliennes, c'est se faire le porte-voix de du gouvernement israélien et de son armée.

Enfin, faire de nouveau « appel à l'unité de la Nation » - tout en évoquant la « marche de dimanche dernier » en niant son caractère islamophobe et de soutien à Israël – c'est assumer la réhabilitation de l'extrême droite de ce pays et dissoudre la complicité du gouvernement français dans le génocide et l'épuration ethnique en cours en Palestine.

Au regard du contenu de cet appel et sans même aborder les positions scandaleuses de certains groupes politiques qui s'y rattachent quant à la guerre menée par Israël, **nous ne pouvons accepter que leurs signataires soient accueillis dans le cadre unitaire sans qu'ils prennent leurs distances avec ce texte**. Nous les appelons à clarifier leur position et revenir à l'unité dans la clarté politique et la responsabilité.

Nous devons garder notre boussole pour notre cause commune et repousser hors de nos cortèges unitaires, ceux et celles qui veulent déstabiliser pour ne pas dire détruire notre dynamique rassembleuse sur des bases qui sont les nôtres depuis le début. Pour notre part, nous y veilleront sans concession car l'écrasante majorité des manifestants partagent nos orientations communes tant sur la forme que sur le fond.